



Pierre-Alain Clément

*Collaborateur sur l'axe Moyen-Orient de la Chaire Raoul-Dandurand
Doctorant à l'UQAM*

Charlotte Karagueuzian

*Chercheure invitée sur l'axe Moyen-Orient de la Chaire Raoul-Dandurand
Doctorante à l'EHESS à Paris*

Julien Turreille

*Chercheur à l'Observatoire sur les États-Unis de la Chaire Raoul-Dandurand
Doctorant à l'UQAM*

LES ÉLECTIONS PROVINCIALES DE 2009 : VERS UN RENFORCEMENT DE LA DEMOCRATIE EN IRAK ?

Le 31 janvier 2009, 51% des Irakiens se sont rendus aux urnes pour renouveler leurs conseils provinciaux. Véritable test politique, trois points doivent d'emblée être retenus de ce scrutin. Premièrement, ces élections ont présidé au retour en force des communautés sunnites qui avaient boycotté les provinciales de 2005. Deuxièmement, elles ont été marquées par un recul notable des partis communautaires et religieux qui dominaient la scène politique irakienne depuis 2005. Elles consacrent ainsi la montée en puissance de l'actuel Premier ministre Nouri al-Maliki, fin stratège politique et porteur d'un véritable message d'union nationale. Troisièmement, ces élections provinciales se sont inscrites dans le contexte de l'arrivée d'un nouvel hôte à la Maison-Blanche et de la préparation du retrait américain d'Irak. Le succès certain du scrutin du 31 janvier dernier permet en effet au nouveau président des États-Unis de s'appuyer sur l'amélioration de la situation générale dans le pays pour concrétiser une promesse centrale de sa campagne. Le 27 février, Barack Obama a ainsi annoncé un calendrier de retrait des troupes américaines en deux étapes. Les forces de combat devraient

avoir quitté le territoire irakien au plus tard le 31 août 2010 ; et les 35 à 50 000 soldats restant et appuyant les forces de sécurité irakienne, le 31 décembre 2011. Ce calendrier de retrait n'est cependant pas rigide. Advenant une dégradation de la situation sécuritaire qui fragiliserait les récents progrès accomplis en Irak sur le plan politique, par exemple à l'approche des élections législatives prévues en décembre 2009, Barack Obama a clairement laissé entendre qu'il serait prêt à ralentir le retrait voire même à envoyer des soldats supplémentaires.

Afin de mieux saisir la portée des élections du 31 janvier 2009 dans le cheminement politique irakien, ce texte rappellera dans une première partie les tendances électorales et politiques issues des différents scrutins organisés en 2005. Ceux-ci avaient consacré une forte division sectaire et communautaire du pays. Le scrutin du 31 janvier dernier semble avoir renversé cette situation. La deuxième partie de ce texte évaluera alors les perspectives de renforcement de l'unité nationale et de stabilisation démocratique qui s'ouvrent en Irak.

1. Un retour sur les élections de 2005

Étape importante dans le cheminement démocratique irakien, la campagne électorale provinciale de 2005 avait été très largement dominée par un discours communautaire de la part des partis politiques. Sur fond d'insécurité profonde, les Irakiens avaient répondu à cet appel communautaire, essentiellement du fait de leur inexpérience démocratique.

Les élections provinciales de 2005 avaient, en outre, abouti à un grave déséquilibre politique. Les populations kurdes et chiites des classes moyennes et supérieures étaient surreprésentées aux conseils provinciaux : l'Alliance Irakienne Unie (AIU) chiite avait obtenu 48% des votes et l'Alliance pour le Kurdistan était arrivée en deuxième position avec 26% des voix. En revanche, les populations sunnites et chiites défavorisées avaient très largement boycotté les élections, sur les injonctions de leurs chefs politiques respectifs¹.

¹ La plupart des partis politiques qui avaient boycotté les élections provinciales de 2005 ont cependant pris part au référendum constitutionnel d'octobre 2005 qui portait sur une révision constitutionnelle, prévue pour 2006, concernant le degré de fédéralisme du pays.

Cette prépondérance électorale des Chiites (groupe majoritaire dans le pays²) et des Kurdes, accompagnée d'une marginalisation des Sunnites et des Chiites défavorisés du jeu politique irakien avaient alors très largement alimenté la spirale de violences dans le pays (assassinats, attentats, intimidations...).

La prééminence des partis politiques communautaires et religieux

Parmi les deux grands blocs politiques vainqueurs des élections provinciales et législatives de 2005, le Conseil suprême pour la révolution islamique d'Irak (CSRII³), membre de l'Alliance Irakienne Unie, s'était très nettement imposé comme dominant sur la scène politique irakienne. Lors de son retour sur la scène politique irakienne en avril 2003⁴, ce groupe politique chiite, dirigé par Abd al-Haziz al-Hakim⁵, avait tiré parti de l'appui de la classe moyenne et supérieure chiite. Le CSII est marqué par un discours sectaire, militant pour la création d'une région chiite autonome⁶ et n'hésitant pas à revendiquer ses liens avec le clergé chiite (notamment Ali Sistani⁷). Lors des élections provinciales de 2005, il avait obtenu une victoire écrasante à Bagdad, ainsi que dans six des neuf provinces à majorité chiite. À titre d'exemple, à Bassorah, région sud de l'Irak, à majorité chiite, qui représente la seule ouverture sur la mer et qui rapporte les trois quarts des réserves pétrolières du pays, le CSII s'était largement imposé avec vingt sièges.

L'autre grand gagnant des élections de 2005 fut l'Alliance pour le Kurdistan, composée principalement du Parti démocratique du Kurdistan et de l'Union patriotique du Kurdistan.

² Les chiïtes représentent environ 52% de la population irakienne. Avec les kurdes, ils avaient été violemment réprimés et écartés du pouvoir sous le régime de Saddam Hussein.

³ En 2007, le Conseil Suprême pour la Révolution Islamique d'Irak (CSRII) deviendra le CSII, suggérant la fin de la lutte armée.

⁴ Certains des éléments dirigeants du CSII s'étaient exilés en Iran sous Saddam Hussein.

⁵ Les Hakim sont une des plus grandes familles de la ville iraquienne de Najaf.

⁶ Le CSII dénonce, entre autres, le fait que Bassorah (région à majorité chiite extrêmement riche en pétrole) ne reçoive que 1% du budget national irakien (alors que le Kurdistan irakien en perçoit 17%). On rappellera que l'Irak compte parmi les plus grands producteurs de pétrole au monde, et que ses ressources pétrolières sont essentiellement situées dans les zones chiïtes et kurdes du pays. Ceci est un facteur non négligeable dans la prise de position des partis politiques sectaires chiïtes et kurdes sur la question du degré de décentralisation de l'État irakien.

⁷ Certes, le CSII bénéficie d'un large soutien de la part du bas clergé et des mosquées locales, qui voient dans ce jeu politique un moyen de se rapprocher du haut clergé. On doute néanmoins de la véracité d'une alliance entre le CSII et le Grand Ayatollah Ali al-Sistani. Ce dernier avait cherché à se distancier de la politique depuis 2005, du fait de l'incompétence et de la corruption présente au sein des institutions politiques irakiennes depuis 2005 (dominées par le CSII). Dans le même esprit, il avait publiquement refusé de parrainer tout parti politique aux élections provinciales de 2009. Cependant, certains candidats indépendants proches du haut clergé se sont présentés aux élections en février dernier et pourraient éventuellement s'allier au CSII par la suite.

Hantés par la perspective de futures répressions contre les Kurdes par le pouvoir central, les partis du Bloc ont fait preuve d'une cohésion et d'une détermination qui dépasse celles des autres partis. À vocation ethnique (et non pas religieuse, puisque les Kurdes sont majoritairement sunnites), le Bloc milite pour un Kurdistan irakien (largement) autonome. Il cherche également à incorporer dans cette province autonome certaines régions qui lui sont limitrophes et qui possèdent une population kurde (comme la province de Kirkouk, de Ninive et de Diyala). Dans cette optique, le Bloc promet un fédéralisme dirigé par un gouvernement central faible.

Un autre parti politique qui s'était également fait remarquer aux élections de 2005 est Al-Daawa, membre de l'Alliance Irakienne Unie chiite. À son retour d'exil en 2003, il ne représentait pas le parti politique chiite majeur du pays, tandis que sa branche armée était quasi-inexistante. Il a, cependant, réussi à percer aux élections de 2005 en misant sur un soutien des classes moyennes chiites et surtout sur son adhésion à l'AIU. C'est ainsi qu'Ibrahim al-Jaafari, à ce moment dirigeant d'Al-Daawa, est devenu le premier chef du gouvernement de l'Irak post-Saddam Hussein. Nouri al-Maliki, alors représentant d'Al-Daawa à Damas, prendra la succession d'Ibrahim al-Jaafari dix mois plus tard, al-Jaafari s'avérant incapable de former un nouveau gouvernement irakien⁸.

Le manque de représentativité de certains groupes sociaux

Minoritaire dans le pays, mais ayant dominé la scène politique sous le régime de Saddam Hussein, la communauté arabe sunnite avait boycotté le scrutin provincial en 2005 et s'était donc retrouvée grande perdante aux élections. Seule liste sunnite en lice aux élections, la coalition sunnite Tawafouq avait réussi à remporter la troisième place, après l'AIU chiite et le bloc kurde, avec 44 sièges. Membre du Tawafouq, le Parti Islamique Irakien (PII) avait été créé en 2005 et s'était affirmé comme le principal parti politique représentant les Arabes sunnites lors des élections. Il avait cependant fait mauvaise presse chez les Sunnites, qui voyaient d'un mauvais œil ce parti participer au pouvoir aux côtés des Chiites, malgré l'appel général du boycott sunnite aux urnes.

⁸ Ibrahim al-Jafaari s'opposera notamment à l'agenda kurde dans la province de Kirkouk, qui lui coûtera un veto de la part de l'Alliance pour le Kurdistan. Kurdes et Sunnites refuseront de participer à un gouvernement sous son égide, l'Alliance Irakienne Unifiée lui enlèvera son soutien et Washington appellera à « une sortie de l'impasse ». Son limogeage à la tête du gouvernement iraquien l'amènera à former son propre parti politique, la Mouvançe pour la réforme nationale.

L'autre grand perdant des élections provinciales de 2005 avait été Moqtada al-Sadr, qui avait boycotté le scrutin au nom de son opposition à l'occupation américaine. Ce leader chiite exigeait, en effet, un calendrier pour un retrait complet des troupes américaines du pays. À ce titre, sa branche armée (l'armée du Mahdi⁹) avait d'ailleurs mené plusieurs insurrections contre les forces américaines et irakiennes à Bassorah, Najaf, Kerbala ou encore à Sadr City en 2003 et 2004. Moqtada al-Sadr avait tout de même présenté des indépendants aux provinciales de 2005, gagnant ainsi 3 sièges à Bagdad. Le mouvement sadriste bénéficie d'une grande popularité au sein des quartiers pauvres chiites du nord-est de Bagdad, ainsi que dans les provinces chiites au sud de l'Iraq. En outre, la mouvance de Moqtada al-Sadr s'était fortement affirmée aux législatives de 2005, avec 30 sièges (à égalité avec le CSII). Ces résultats lors des législatives permirent à Moqtada al-Sadr de mettre la main sur certains ministères, tels que celui de la Santé ou encore celui des Transports.

L'échec des conseils provinciaux de 2005

Les conseils provinciaux de 2005 n'ont pas réussi à tenir leurs engagements, faute de ressources suffisantes, mais également du fait de l'inexpérience et de la corruption. Les projets de constructions d'infrastructures locales n'ont pas pu se développer, le chômage est resté élevé et, surtout, l'insécurité dans le pays est demeurée vive. Cet échec des conseils provinciaux à répondre à leurs engagements électoraux a été avant tout le fait de l'immaturité du jeu politique irakien, marqué par une lutte communautaire pour le pouvoir et par un manque de représentativité de tous les groupes sociaux irakiens. Les principaux partis politiques n'ont pas hésité à profiter de l'interférence des puissances étrangères et à appuyer leur propre intérêt une fois au pouvoir.

2. Les élections provinciales de 2009 : un pas en avant ?

Pour l'opposition politique, la question principale des élections de 2009 était de faire barrage aux partis dominants (le CSII et l'Alliance pour le Kurdistan, mais aussi Al-Daawa et le PII). Les élections provinciales de 2009 ont de fait été marquées par la présence importante de candidats et de partis indépendants. Ainsi, l'Alliance Irakienne Unie chiite s'est rapidement

⁹ Mahdi est le nom donné au douzième imam (en occultation), chez les chiites duodécimains.

délimitée (en 2007), puisque la plupart de ses membres préféreront faire cavalier seul pour les provinciales de 2009. Cependant, ce phénomène a abouti à un renforcement des partis dominants, puisqu'il n'a fait que diviser les votes de l'opposition. Cette multiplication des candidats aux provinciales de 2009 relève également de la manœuvre tactique des partis politiques au pouvoir, qui cherchent à contourner leur impopularité en soutenant des candidats sous le label « indépendant ».

Le retour en politique des communautés sunnites arabes

Les élections provinciales de 2009 ont d'abord concrétisé le retour significatif des communautés sunnites sur la scène politique irakienne. Ces dernières étaient en effet désireuses de contrer la surreprésentation chiite, et de renverser la prééminence du Parti Islamique Irakien (PII) au sein des institutions politiques dans les provinces à majorité sunnite. Les communautés sunnites ont également tenu à lutter contre le développement de la mouvance Al-Qaida dans leur région¹⁰.

C'est dans cet esprit que le premier Conseil de l'éveil a été créé en 2006 dans la province d'Anbar par Ahmad Abou Richa. À vocation nationaliste, ces Conseils de l'éveil se sont développés autour du tribalisme sunnite, avec l'appui des États-Unis. C'est dans ce cadre que, lors des élections législatives de 2009, la coalition des tribus sunnites nuira fortement au PII et arrivera notamment en tête dans la province d'Anbar, avec huit sièges. Cependant, ces Conseils sont minés par les rivalités internes, les luttes de pouvoir et l'inexpérience, et restent de fait extrêmement fragmentés. À titre d'exemple, l'alliance entre le Conseil de l'éveil d'Ahmad Abou Richa et le PII, fin 2008, avait généré une vive opposition de la part des autres conseils tribaux. L'autre point faible de ces Conseils de l'éveil tient à leur manque de ressources militaires, qui les rend incapable de s'imposer face aux assauts de leurs concurrents politiques. Cette faiblesse s'est confirmée au cours des combats intermittents menés par les Conseils avec les insurgés d'Al-Qaida. De même, lors de l'opération « Bonne Nouvelle » de Nouri al-Maliki en 2008, certains dirigeants de ces Conseils avaient été arrêtés sous prétexte d'avoir coopéré avec certains éléments d'Al-Qaida.

¹⁰ Ces derniers, en plus de miner la sécurité dans les localités sunnites, constituent une concurrence sérieuse pour les chefs de tribus.

Le recul des partis communautaires et religieux

Les clivages politiques ne s'arrêtent pas là pour autant, puisque les désaccords sont vifs entre les partis politiques au pouvoir sur la question du degré de décentralisation du pays. Tandis que l'actuel Premier ministre Nouri al-Maliki capitalise sur les bienfaits d'une unité nationale et la centralisation de l'État irakien¹¹, le CSII et l'Alliance pour le Kurdistan continuent à militer pour le communautarisme politique et la décentralisation. Comme les partis dominants n'ont pas su répondre aux besoins des populations irakiennes, notamment en matière d'insécurité, le peuple irakien s'est lassé des partis communautaires. Même le haut clergé religieux prend de plus en plus ses distances avec les partis politiques au pouvoir, partis que la population juge corrompus et incapables.

Certes, même si les élections de janvier 2009 ne concernent pas les trois provinces du Kurdistan irakien, ni la province de Kirkouk¹², il est clair que l'Alliance pour le Kurdistan conserve une majorité absolue dans ces régions. En revanche, les élections provinciales de 2009 ont montré que l'Alliance pour le Kurdistan n'a pas réussi à préserver ses acquis de 2005 en dehors du Kurdistan irakien, dans les provinces à populations mixtes. Ainsi, dans la province de Ninive, le Bloc kurde passe de 31 à 12 sièges. De même, dans la province de Salahaddin, le Bloc perd sa majorité relative de huit sièges (sur 41).

L'exemple qui illustre le mieux le recul des partis communautaires sur la scène politique irakienne reste la lourde défaite du Conseil Suprême Islamique Irakien (CSII)¹³. En effet, le CSII a été balayé à Bagdad (3 sièges sur 57), ainsi que dans les sept provinces à majorité chiite qu'il contrôlait depuis 2005. Il doit aujourd'hui composer avec une popularité en berne, du fait en particulier de l'incompétence des conseils provinciaux de 2005, fortement dominés par le CSII. Depuis son arrivée au pouvoir, le CSII avait cherché à tirer politiquement parti de sa mainmise sur les institutions étatiques. Ainsi, à Bassorah, il contrôlait les institutions de sécurité irakiennes et collaborait avec les forces américaines et britanniques pour éliminer la milice de Moqtada al-Sadr. Cependant, ses actions communautaires, ses ambitions fédérales

¹¹ À cet égard, Moqtada al-Sadr s'alignera avec Nouri al-Maliki.

¹² L'élection provinciale dans la province de Kirkouk est suspendue tant que la question du partage des pouvoirs entre les différentes communautés et de son statut n'est pas résolue.

¹³ Outre cette grave défaite électorale en 2009, le CSII traverse une grande crise de succession, puisque son dirigeant, Abd-al-Hakim, est gravement malade, et son fils, Ammar, est encore jeune et inexpérimenté.

et ses liens avec les puissances étrangères¹⁴, ont suscité une résistance populaire de plus en plus vive, puisqu'ils participent à l'insécurité dans le pays.

La mouvance chiite de Moqtada al-Sadr reste l'illustration même, aux yeux de la population irakienne, de l'acteur sectaire¹⁵ qui cherche la confrontation et qui participe de fait à l'insécurité dans le pays. Les élections provinciales de 2009 témoignent de cette prise de conscience populaire, puisque Moqtada al-Sadr n'obtiendra que 5 sièges à Bagdad¹⁶. Certes, à maintes reprises, les actions militaires menées par Moqtada al-Sadr avaient débouché sur des affrontements de nature sectaire particulièrement violents. Un cessez-le-feu avait été obtenu en octobre 2004, mais les insurrections avaient repris de plus belle dans les quartiers sunnites en 2006 (suite à l'attentat contre la mosquée de Samarra). En 2007, l'armée du Mahdi était violemment entrée en conflit avec la brigade chiite Badr du CSII. Cet affrontement avait finalement débouché sur un deuxième cessez-le-feu et un gel des activités militaires de l'armée du Mahdi.

La montée en puissance du nationaliste Nouri al-Maliki

C'est dans cet esprit qu'une grande partie de la population se tournera vers le parti politique al-Daawa aux élections provinciales de 2009, ce dernier prônant l'unité nationale au nom d'une plus grande sécurité dans le pays. Nouri al-Maliki fera écho à son discours fédérateur en s'écartant du communautarisme politique et, du même coup, en déjouant tours à tours ses concurrents. Ainsi, au nom d'un rétablissement de l'ordre, il enverra l'armée irakienne en avril 2008 à *Sadr City* (quartier pauvre de Bagdad) et à Bassorah (à majorité chiite, contrôlée essentiellement par le CSII chiite et les milices de Moqtada al-Sadr), avec le soutien américain. Ce coup militaire lui fera gagner en crédibilité auprès des populations sunnites, tout en affaiblissant ses rivaux chiites. Cette opération sera par ailleurs suivie d'une déclaration de Nouri al-Maliki, interdisant les partis politiques avec une milice armée de se

¹⁴ Bien qu'il rejette toute allégeance à Téhéran, le CSII avait été créé, avec sa milice la brigade Badr, pour combattre aux côtés des Gardiens de la révolution iraniens durant la guerre Iran-Iraq (1980-1988). Certaines sources affirment qu'il continue à recevoir un soutien financier et logistique des Gardiens de la révolution et du ministère des Renseignements et de la Sécurité iranien, mais le CSII cherche à se distancier de son voisin iranien chiite.

¹⁵ Tout comme le CSII, Moqtada al-Sadr est accusé de recevoir un appui financier et logistique de la part de certaines institutions iraniennes.

¹⁶ La mouvance de Moqtada al-Sadr n'est pas autorisée à participer aux élections provinciales de 2009, du fait des actions menées par sa milice. C'est pour cette raison qu'elle présentera des candidats indépendants aux listes électorales.

présenter aux élections de 2009¹⁷, faisant clairement référence à ses grands concurrents politiques.

Le chef du parti al-Daawa aura également recours à une autre stratégie politique, celle du vote tribal. Il mettra ainsi en place les Conseils de l'Isnad dans les provinces à majorité chiite, le but étant de forger des alliances tribales chiites en ayant recours au clientélisme. Ces alliances lui permettront de contrer l'influence du CSII et de Moqtada al-Sadr, mais également de contrecarrer le retour en politique des Sunnites, qui se sont eux-mêmes appuyés sur le vote tribal par le biais des Conseils de l'éveil. Nouri al-Maliki utilisera également son contrôle des institutions étatiques pour placer les fidèles d'al-Daawa aux postes clés du régime et affaiblir ses rivaux politiques. À titre d'exemple, il lancera l'opération militaire « Bonne Nouvelle » dans la province de Diyala en août 2008, officiellement pour éliminer les éléments insurgés d'al-Qaida, mais aussi dans le but d'éliminer certains chefs des Conseils du réveil susceptibles d'être proche d'al-Qaida.

C'est ainsi que la Coalition pour l'État de droit, sous l'égide de Nouri al-Maliki, triompha aux élections provinciales de janvier 2009. Elle remporta neuf provinces, dont celles de Bagdad (avec 28 sièges sur 57), ainsi que des provinces à majorité chiite du Sud de l'Iraq et riches en pétrole (provinces auparavant contrôlées par le CSII).

Les résultats mitigés des élections provinciales de 2005 avaient certes contribué à l'instabilité de l'Iraq post-Saddam Hussein, mais l'apprentissage d'une transition démocratique doit être considéré sur un temps long. Les élections provinciales de 2009 ont montré des signaux positifs à l'égard du processus de démocratisation et de stabilisation de l'Iraq. Malgré les vagues de violences, le peuple irakien a su tirer parti de l'expérience politique acquise ces quatre dernières années. Les communautés laissées pour compte en 2005 ont accepté de jouer le jeu démocratique en investissant les urnes. Tous les partis politiques, au moyen de diverses ressources (appareil de sécurité étatique, présentation de nouveaux candidats...), ont cherché à répondre aux attentes de la population irakienne. Les partis de l'opposition se sont

¹⁷ *The New York Times*, 8 avril 2008. Cette déclaration fut, par la suite, inscrite dans la loi électorale de 2008, en vue des élections provinciales et législatives de 2009.

multipliés, en écho à l'incompétence dont ont fait preuve les partis politiques au pouvoir. La violence a largement diminué, laissant place à des luttes de pouvoir qui s'inscrivent désormais au sein de l'appareil politique irakien. Les Irakiens votent de moins en moins sur des critères confessionnels ou religieux et de plus en plus pour des partis politiques qui s'engagent sur des enjeux nationaux.

Tandis que l'on assiste à un accroissement des pouvoirs des conseils provinciaux, les thèmes de l'unité nationale et du retour à l'ordre public ont trouvé un solide écho auprès de la population irakienne. L'actuel Premier Ministre irakien Nouri al-Maliki est très clairement sorti grand vainqueur des élections provinciales de 2009. Ses qualités de grand stratège politique et son discours nationaliste semblent l'avoir porté sur le haut de la scène politique irakienne, et ceci pour un temps bien plus long que jusqu'aux élections législatives prévues à la fin de l'année 2009. Il reste que les pouvoirs accrus des conseils nouvellement élus en 2009 devraient leur permettre de mieux répondre aux attentes des citoyens irakiens. Ces changements structurels sont des points positifs pour un renforcement de la démocratie en Irak.

Cependant, le système politique démocratique irakien reste encore largement immature et, de fait, fragile. Les partis politiques au pouvoir n'ont pas hésité à s'appuyer sur les institutions de sécurité étatiques pour servir leurs propres intérêts, tandis que l'opposition, morcelée, a encore du mal à former des coalitions durables. Certains partis de l'opposition ont même accusé la Commission électorale indépendante irakienne (chargée d'encadrer le processus électoral), d'avoir été monopolisée par les partis au pouvoir et d'avoir faussé les résultats des élections dans certaines provinces. Les milices de certains partis politiques et l'interférence de puissances étrangères (notamment al-Qaida ou encore le voisin chiite iranien) sont encore actives en Irak ; en faisant valoir leurs propres intérêts politiques, ils alimentent l'instabilité du pays.

Enfin, la tenue des élections provinciales le 31 janvier dernier constitue une victoire pour les États-Unis. Dans son discours du 27 février, Barack Obama a salué les progrès réalisés par les Irakiens et il a appelé les décideurs politiques à prendre leurs responsabilités pour résoudre les problèmes pressants qu'ils doivent encore régler. Or, le président Obama comme les militaires américains sont conscients de la précarité et de la réversibilité de la situation en Irak. Les germes d'une violence à grande échelle demeurant présents, le consensus actuel chez les

officiers américains consiste à dire qu'une présence militaire conséquente (environ 30 000 hommes) sera encore nécessaire à l'horizon 2014-15 pour assurer la sécurité et la stabilité de la jeune et imparfaite démocratie irakienne¹⁸. Si le dialogue que l'administration Obama entend développer avec l'Iran ou la Syrie aiderait certainement à autonomiser, à pacifier et à professionnaliser la scène politique irakienne, il ne fait guère de doutes que les États-Unis n'hésiteraient pas à employer leurs moyens militaires pour soutenir le nouveau régime en Irak.

SOURCES :

- AYARI Farida, « Triomphe du Premier Ministre aux élections provinciales », *Radio France Internationale*, 5 février 2009.
- BRUNO Greg, Iraq's political landscape, *Council on Foreign Relations*, 5 février 2009.
- "Iraq's provincial elections: the stakes", *International Crisis Group*, Middle East Report n°82, 27 janvier 2009.
- PARKER Sam et GWERTZMAN Bernard, "Iraqi Prime Minister's Party Emerging as Strongest Among Shiite Parties in Elections", *Council on Foreign Relations*, 4 février 2009.
- RICKS Thomas, « The war in Iraq isn't over. The main events may not even have happened yet », *Washington Post*, 15 février 2009.

¹⁸ Thomas Ricks, « The war in Iraq isn't over. The main events may not even have happened yet », *Washington Post*, 15 février 2009.